

# LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 21 MAI 2015

## SOMMAIRE

- 1) Le PS en peau de chagrin !!
- 2) Tristesse chez les...
- 3) La schizo généralisée
- 4) Y a quoi ! quoi !...
- 5) Le duo d'enfer !
- 6) Du pareil ou presque...au même
- 7) Une épine dans...
- 8) La « traîtresse »



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Hémorragie au PS, il reste 68 militants à jour de leurs cotisations dans le Gard



Combien la fédération socialiste du Gard compte d'adhérents ?

D'Aigues-Mortes à Villeneuve-lès-Avignon, un simple coup d'œil à la carte de chaque section, suffit pour constater que le nombre des militants a chuté en piqué .

Dans la plupart des fédérations socialistes, les responsables évoquent une "érosion des militants". Le Gard n'échappe pas à la règle, si ce n'est que sous la gestion de la tutelle, l'érosion est glaciaire. Selon le fichier des adhésions dans les différentes sections du département que Midi Libre a pu se procurer, 1751 militants actifs sont appelés officiellement à voter jeudi 21 mai, de 17 heures à 22 heures dans leurs sections pour l'un des quatre textes en lice : la motion A, portée par l'actuel premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, et signée par Manuel Valls ; la B, défendue par Christian Paul et les frondeurs ; la C, texte des militants, et enfin la D, "non alignée", animée par la députée Karine Berger.

### 68 militants à jour de leurs cotisations

Mais tous les militants loin s'en faut, ne sont pas à jour de cotisations. Ils sont exactement...68 dans ce cas. En comptant les 24 à Vauvert, et les 14 à Villeneuve-lès-Avignon. A condition d'avoir versé leur obole, il y a deux ans en 2013 afin de ne pas être radiés automatiquement, ils peuvent encore se régulariser le jour du vote en signant chacun un chèque de 110 euros, (55 euros pour 2014, la même somme pour cette année). Peu de socialistes parient dans le meilleur des cas sur un corps électoral supérieur à 700. A titre de comparaison, le nombre de votants gardois pour le congrès du PS en 2012 était de 1 900. Lors du dernier scrutin interne, le 5 février dernier, pour l'investiture aux régionales de Carole Delga et Damien Alary, 480 ont glissé un bulletin dans l'urne. Le nombre d'adhérents a chuté en piqué.

### "A quoi servons-nous ?"

Certains sont partis sur la pointe des pieds, d'autres ne cachent pas leur écoeurement. Pour ceux-là, il ne s'agit pas seulement d'une histoire de chiffres, de noms rayés sur une liste, de déceptions par des promesses non tenues ou de succession de défaites électorales, pour Laurent, socialiste convaincu bagnolais le mal est plus profond : "sous des apparences d'ouverture, les débats ne remontent pas des sections; Tout cela ne sert à rien, on finit par se demander "et nous à quoi servons-nous ?". "Pendant ce temps là, comme si de rien n'était, ajoute-t-il complètement désenchanté, les élus continuent de se répartir les places aux régionales". Tout au moins les rares

qui ont versé leurs contributions à la fédération. La aussi la tendance est sensiblement à la baisse.

<http://www.midilibre.fr/2015/05/19/gard-le-nombre-d-adherents-socialistes-en-chute-libre.1163166.php>



## II) Congrès du PS : "C'est morne plaine chez les militants socialistes", constate Alba Ventura

Le PS appelle ses militants aux urnes cette semaine, avant le congrès qui se tiendra en juin. S'ils décidaient d'aller à la pêche, ce pourrait être une déconvenue pour les poids lourds du parti.



Congrès du PS : "C'est morne plaine chez les militants socialistes", constate Alba Ventura. Crédit Image : Elodie Grégoire | Crédits Média : RTL | Durée : 03:55 | Date : 19/05/2015

[http://www.dailymotion.com/video/x2qnkpu\\_congres-du-ps-c-est-morne-plaine-chez-les-militants-socialistes-constate-alba-ventura\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x2qnkpu_congres-du-ps-c-est-morne-plaine-chez-les-militants-socialistes-constate-alba-ventura_news)

par Alba Ventura

Les socialistes sont appelés aux urnes cette semaine. Jeudi 21 mai, ils doivent départager les différentes "motions" (ces textes qui fixent la ligne du parti) en vue du congrès qui aura lieu début juin à Poitiers. À deux jours du scrutin, on a un peu le sentiment que c'est morne plaine chez les militants. Mais vous savez, il faut toujours se méfier des congrès du PS. On n'est jamais à l'abri d'une petite surprise.

Il y a un mois, en coulisses, on entendait dire que la motion de Jean-Christophe Cambadélis (la motion majoritaire, signée par Manuel Valls, les ministres, Martine Aubry et tout ce que le parti compte d'"éléphants") pouvait obtenir 60% des voix. Aujourd'hui, on parle de plus de 50% - 55%. L'intéressé indique aujourd'hui qu'il se satisferait de 50,1%. On a revu les ambitions à la baisse.

### Le PS peine à mobiliser

On est loin forcément du congrès de Toulouse, après la Présidentielle de 2012, où le texte majoritaire avait fait 68%. Mais c'était après la campagne et le discours du Bourget. Les militants y croyaient en ces temps-là. Aujourd'hui, il n'y a pas vraiment de plébiscite envers les poids lourds, les cadres et les maréchaux du PS.

À vue d'œil, on peut penser que le parti est plutôt légitimiste. Mais il y a quand même un petit suspense avec la motion des "frondeurs" d'un côté, et surtout la petite motion qui se situe entre les pro-gouvernements et les "frondeurs". Elle s'appelle "La Fabrique" (la motion D), et elle a de plus en plus d'écho au sein du PS.

Allez savoir si dans les 48 heures qui restent jusqu'au vote, certains militants ne vont pas être tentés d'envoyer un carton jaune à la direction du PS. D'autant que le parti a du mal à mobiliser.

Les meetings n'auraient donc pas fait recette pendant cette campagne du congrès ? "Meeting" ? Ce mot sonne comme grosse fréquentation. **Mais là, on est très loin du compte.** D'ailleurs, c'est ce que redoutent les organisateurs du congrès : qu'il n'y ait pas beaucoup de votants, pas beaucoup de participation.

Officiellement, il y a 130.000 adhérents au Parti socialiste. Il y en a au moins 30.000 qui se baladent dans la nature, qui n'ont pas renouvelé leurs cotisations. Est-ce que les militants socialistes vont aller à la pêche ? Les plus optimistes tablent sur 70.000 votants ; les plus pessimistes, sur 50.000. Si c'est ça, ce n'est pas terrible. Cela montre à quel point le PS n'est pas sexy en ce moment.

### Un parti en mauvaise santé

Il faut relativiser un peu. C'est souvent le cas pour les partis au pouvoir. Dans les années 1984-86, lorsque Laurent Fabius était premier ministre et Lionel Jospin patron du PS, il n'y avait pas foule

au parti. Idem lorsque Pierre Bérégovoy était à Matignon. **On a souvent un afflux lorsque l'on est dans l'opposition, et un reflux lorsque l'on est au pouvoir.**

Il n'empêche, ce que tout le monde constate, c'est que les militants socialistes n'ont plus la foi. Cela risque bien d'être la vraie défaite du congrès.

Le Parti socialiste est en très mauvaise santé depuis longtemps, c'est sûr. **Le pire, c'est que les socialistes en ont pleinement conscience.** Ils ont perdu 40.000 adhérents depuis un an et demi. Il y a eu quatre échecs électoraux. Ils se sont coupés des catégories populaires. On va voir ce que donne la grève des enseignants, mais il y a une partie des profs qui désertent le PS. Il n'y a plus de formation de militants. **C'est un parti vieillot, qui ne se modernise pas.**

On peut dire ce qu'on veut, mais cela contraste avec ce qui se passe à l'UMP, où on chamboule tout. Le PS est non seulement profondément divisé, avec des gens qui ne parlent pas la même langue au sommet, mais en plus il est fracturé entre l'appareil et ses adhérents. **Des militants que le léger rebond de croissance n'enthousiasme même plus.**

Au PS aujourd'hui (et ce sont des socialistes qui le disent), il ne reste plus que de "vieux grognards" ou des militants qui n'en peuvent plus du gouvernement social-libéral. **Cela devrait inquiéter François Hollande qui va avoir besoin des forces militantes.**



par Alba Ventura Journaliste RTL

rtl.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## MAIS AUSSI :

### **Au PS, la motion A engage surtout ceux qui y croient**

Par Stéphane Allières et Lénéaig Bredoux et Mathieu Magnaudeix

**Les militants socialistes votent ce jeudi 21 mai pour départager quatre « motions » concurrentes en vue du congrès du PS de juin. La motion A, soutenue par Manuel Valls comme par Martine Aubry, devrait arriver en tête. Mais les inflexions économiques qu'elle promet tiennent plus du vœu pieux. « Un texte de motion n'est pas la feuille de route du gouvernement, c'est clair », explique une ministre.**

« Ah, mais vous croyez les textes de congrès vous ? » Les ministres croisés ces temps-ci disent presque tous la même chose. Alors qu'ils votent ce jeudi 21 mai pour désigner la motion qui a leur préférence, en vue du congrès de juin, voilà les militants socialistes prévenus : mieux vaut ne pas trop croire aux promesses de la motion A, cette motion XXL menée par Jean-Christophe Cambadélis soutenue à la fois par tout le gouvernement, l'aile droite du PS ou la maire de Lille Martine Aubry, récemment rentrée dans le rang. « Ça va être très facile de fronder sur la base de ce texte », ironise déjà l'ancien ministre Benoît Hamon, qui a signé la motion B, celle des «frondeurs».

Après avoir rallié la motion A, Martine Aubry s'était pourtant vantée devant les journalistes d'avoir « trouvé un accord sur le fond » avec ce cher « Camba » qu'elle connaît si bien. De fait, la motion « le renouveau socialiste », tricotée dans les règles de l'art socialiste de la synthèse, mêlait habilement le texte de Cambadélis et celui proposé par Aubry. Et il proposait aussi des inflexions notables de la politique économique du gouvernement.



Martine Aubry et Manuel Valls à Lille, le 18 mars 2015 © Reuters

« Plus que jamais, la grande réforme fiscale que nous avons voulue doit être menée à bien », peut-on lire dans ce texte plein d'emphase. Annoncée pendant la campagne présidentielle, le « big bang » fiscal n'a en effet toujours pas vu le jour, au grand dam de l'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault. La motion A, signée entre autres par le ministre du budget Michel Sapin, assure que le chantier sera lancé dans les tout prochains mois, en commençant par l'impôt à la source et la réduction de la CSG. « Pour les ménages, nous souhaitons que le chantier de l'impôt citoyen soit engagé dès le projet de budget pour 2016 par un prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et une réduction de la CSG sur les premières tranches de revenus. Lisible pour le contribuable, cette première étape permettra de poser le socle du rapprochement entre l'impôt sur le revenu et la CSG », promet le texte.

Plus loin, il est question d'une réforme d'ampleur du crédit d'impôt compétitivité emploi, le cœur du « pacte de responsabilité » de François Hollande. Ces 41 milliards d'aides sans condition aux entreprises ont été très critiquées, y compris par Martine Aubry. À la suite d'un bilan promis pour cet « été », la motion A envisage de réaffecter les sommes non encore dépensées (15 milliards d'euros) vers « l'emploi, l'investissement privé productif et les investissements publics ». Toujours refusé jusqu'ici par le gouvernement, un ciblage du CICE est même évoqué : « Nous considérons qu'il convient de mieux cibler les dispositifs d'intervention pour les entreprises qui en ont un réel besoin [...], la recherche, l'innovation, la formation », assurent les signataires. Qui se disent aussi « opposés à une nouvelle extension du travail du dimanche ». Une petite phrase pas anodine du tout, alors que la loi Macron pourrait bientôt revenir devant les députés et les sénateurs, s'ils ne se mettent pas d'accord sur le texte, entièrement remanié au Sénat.

Lors de la campagne interne au PS, qui s'achève ce mercredi, ces sujets ont été au cœur des débats entre militants. Ces engagements sont-ils une illusion d'optique pour noyer le poisson ? Constitueront-ils au contraire une vraie feuille de route pour le gouvernement ? Croisés par Mediapart lors d'un récent débat au Pré Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), des militants y perdent leur latin. Après avoir entendu le patron du département, Stéphane Troussel, défendre la motion A avec des quasi-accent de frondeur, Hugo se dit « d'accord » avec lui, mais s'inquiète de « savoir que Gérard Collomb dit l'inverse au

même moment ». Quant à Sylvine, aubryste revendiquée qui n'aurait pas « imaginé forcément de signer un texte avec Manuel Valls », elle croit que ce texte est « opposable au gouvernement car Martine est au centre de gravité du parti ». Mais elle n'en est pas sûre non plus.

Devant les militants, les animateurs des autres motions n'ont pas manqué de souligner ces contradictions. « Cette motion A est un paravent, le fruit de toutes les contradictions, juge le député Christian Paul, premier signataire de la motion B. Ce texte n'a aucune valeur. Les ministres désavouent tous les matins ce qu'ils ont signé. On entend en stéréo deux musiques totalement différentes. C'est un discours du Bourget bis.

### « Cambadélis est un artiste »

Chef de file de la motion D, Karine Berger appuie aussi là où ça fait mal. « Certains dans la motion A disent publiquement qu'ils voteront contre le gouvernement si l'application du texte ne leur convenait pas. » La députée a même cité un nom : Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry. Interrogé par Mediapart, celui-ci confirme : « Je reste frondeur. Si cette ligne n'est pas suivie, s'il n'y a pas de contreparties au CICE, s'il n'y a pas de redéploiement en faveur de l'investissement public, si le travail du dimanche est étendu au-delà de ce qu'il est aujourd'hui, je ne voterai pas les textes. »

Dans Le Nouvel Observateur, Jean-Christophe Cambadélis se vante de son côté d'avoir enfumé ses adversaires internes (il conteste depuis avoir tenu ses propos), en calant exprès le congrès à cette date pour que les ponts du mois de mai l'anesthésie. Il se félicite aussi de son « astuce » à propos du travail du dimanche, avec une formule (« Nous sommes opposés à une nouvelle extension ») volontairement ambiguë. « Martine n'était pas dupe, mais elle n'a pas pu s'empêcher d'exploser de rire quand je la lui ai lue. Tout a été pensé, croyez-moi », se vante « Camba » dans L'Obs.

« C'est faux, s'étrangle Germain. Sur le travail du dimanche, il proposait au départ d'entériner les douze dimanche travaillés prévus dans la loi Macron. Nous n'aurions jamais signé ça ! » Indignation feinte ou vraie colère ? D'ores et déjà, les proches de François Hollande crient victoire. « Il n'y aura pas de nouvelle extension du travail de dimanche. Mais ce sera 12 dimanches travaillés. Jean-Christophe Cambadélis est un artiste »,

sourit Stéphane Le Foll. « C'est Sioux... On a le droit de ne pas être tout le temps con ! », s'amuse un ministre proche de François Hollande. Aux militants de dépêtrer le sac de nœuds.



Les animateurs de la motion A: "hollandais", vallsistes, fidèles de Martine Aubry, aile droite du PS, etc. © Parti socialiste

Ces derniers jours, devant les rares militants se déplaçant encore aux réunions socialistes organisées en vue du congrès, Cambadélis n'est pas entré dans les détails d'une motion dont il semble pourtant si fier. Dans le Val-de-Marne par exemple, le premier secrétaire du PS a insisté sur le fait qu'il lui fallait « une majorité stable pour qu'il y ait des discussions ». Sur le fond du texte, il se contente d'une formule : « Plus la majorité sera forte, plus ce qu'il y a dans le texte sera appliqué. »

Les ministres, eux, font moins de mystères : ils assument le caractère non contraignant de la motion. « Un texte de motion n'est pas la feuille de route du gouvernement, c'est clair, explique une ministre sous couvert d'anonymat. On dit ce qu'on a peut-être envie de faire, mais ça n'a rien à voir avec le gouvernement... » Il y en a bien quelques-uns pour croire que le deal Cambadélis/Aubry est « probablement le premier signe d'une inflexion plus à gauche », mais ils sont peu nombreux.

En réalité, la quasi-totalité des "hollandais" et des "vallsistes" n'y croient pas une seconde. Pour eux, l'important est surtout d'afficher l'unité. « Le débat est simple : soit on continue de chicaner [un mot québécois pour dire chicaner - ndlr], soit on se rassemble et on réussit pour la France », assume Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture et porte-parole du gouvernement. « Les militants ont été choqués par le 49-3 ; ils n'aiment pas le bordel. Ils veulent de la discipline collective », estime, martial, Didier Guillaume, le

le président du groupe PS au Sénat. « Les militants peuvent être critiques mais ils considèrent que notre premier boulot est de défendre le gouvernement. Ils souhaitent le rassemblement », juge un autre ministre "hollandais".

Pour faire bonne mesure, le gouvernement donne tout de même quelques gages, minimes, et pour l'instant rhétoriques. S'il a exclu la « fusion » de l'impôt sur le revenu et de la CSG (pourtant prévu par la motion A), Stéphane Le Foll a évoqué ce mercredi 20 mai la possibilité de lancer le chantier de la « retenue à la source ».

Une possibilité abordée en deux mots par François Hollande la veille, à Carcassonne. Mais même si Jean-Christophe Cambadélis continue de proclamer le contraire, la grande réforme fiscale, elle, n'est plus du tout d'actualité. « Il ne faut pas parler de réforme fiscale, on l'a faite ! La fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu est impossible car elle va augmenter les impôts. On ne peut plus la faire », insiste un responsable du PS.

En tout cas, personne ne dit quand la retenue à la source qui nécessite, dicit un ministre de Bercy, « beaucoup de travaux pour être mise en œuvre », pourrait avoir lieu. Et ce ne sera sûrement pas cette année : à la rentrée, le gouvernement entend axer sa communication sur la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu et ne veut surtout aucun parasitage.

« On peut l'enclencher avant la fin du quinquennat mais plutôt le mettre dans le programme de 2017 », assure, sans rire, un proche de François Hollande.

Quant aux promesses sur le CICE, plus personne n'en parle. Bercy freine des quatre fers, met en avant l'inconstitutionnalité d'un ciblage du crédit d'impôt et assure qu'en pratique, la réalité d'éventuelles contreparties ne pourrait pas être mesurée.

« Disons que ceux qui ont écrit cette motion sont allés directement à l'idéal sans penser aux étapes intermédiaires », soupire un ministre. « Cette motion n'est certes pas la feuille de route du gouvernement, mais c'est une ligne claire que le PS devra défendre en lien avec les parlementaires face à l'exécutif », assure l'aubryste Jean-Marc Germain. Après tout, il n'est pas interdit de rêver.

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Congrès du PS : la schizophrénie des ministres du gouvernement Valls

Marc Landré



François Rebsamen (à gauche) et Michel Sapin, à la sortie d'une réunion du groupe PS à l'Assemblée en mai 2014 Jean- (Christophe MARMARA/Le Figaro).

Plusieurs points de la motion A, emmenée par Jean-Christophe Cambadélis, sont en opposition avec des prises de position ou des politiques menées par plusieurs membres de l'équipe gouvernementale. Ce qui n'a pas empêché les intéressés de la signer.

La politique a ses raisons qui échappent au commun des mortels, à commencer par les militants des partis... Preuve en est donnée avec l'appui apporté par la quasi-totalité des ministres du gouvernement Valls - à l'exception d'Emmanuel Macron, qui n'est pas encarté au Parti socialiste - à la motion emmenée par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, en vue du congrès du 5 au 7 juin, à Poitiers. Jusque là, rien d'anormal.

Si ce n'est que cette motion comporte quelques perles qui sont en contradiction avec la politique menée par le gouvernement, et donc par les ministres qui l'ont approuvée.

Il y a deux exemples de ce grand écart fâcheux, dont le premier a trouvé un écho dans l'actualité

ce mardi. **Page 26 de la motion intitulée «le nouveau socialiste»**, les signataires réaffirment ainsi leur «engagement commun contre les discriminations qui se déploient au quotidien dans l'accès à l'emploi, au logement, aux lieux de loisirs». Et indiquent dans la foulée que «la généralisation du CV anonyme sur le modèle des copies anonymes aux concours de la fonction publique doit être mise en place, tout comme le recours accru au testing ou test de situation».

Or **François Rebsamen**, le ministre du Travail qui est référencé comme l'un des nombreux signataires de la motion du premier secrétaire, vient justement de prendre la décision inverse ce mardi, après la remise d'un rapport à Manuel Valls sur les discriminations en entreprise. Cette généralisation du CV anonyme, votée en 2006, n'a jamais été appliquée - les décrets ne sont jamais parus - et un amendement à la loi sur le dialogue social, qui sera examinée la semaine prochaine en séance à l'Assemblée, l'abrogera. Un exemple de grand écart du ministre du Travail qui lui a valu, à l'avant-veille du vote des militants sur les quatre motions en lice, une attaque en règle de **François**

Lamy, l'ex-ministre à la Ville du gouvernement Ayrault et bras droit de **Martine Aubry**. «La prochaine fois qu'il signera quelque chose, il le lira avant», a-t-il ainsi fustigé **sur le plateau d'Olivier Galzi sur iTélé**. Ambiance...

ministres du gouvernement Valls ne sont pas à une contradiction près...

lefigaro.fr

Mais le ministre du Travail n'est pas le seul à pouvoir être pris en flagrant délit de schizophrénie. **Michel Sapin** et **Christian Eckert**, qui sont aux commandes de Bercy respectivement aux Finances et au Budget, ne sont pas en reste. Les signataires, dont ils font partie, souhaitent en effet que «le chantier de l'impôt citoyen soit engagé dès le projet de budget pour 2016 par un prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et une réduction de la CSG sur les premières tranches de revenus». Et ils vont même plus loin en précisant que «cette première étape permettra de poser le socle du rapprochement entre l'impôt sur le revenu et la CSG.»

Ah la bonne vieille fusion entre la **CSG** et l'**impôt sur le revenu**, engagement numéro 14 de **François Hollande** pendant la campagne présidentielle... Elle ne cesse d'être mise sur le tapis depuis trois ans et d'être repoussée au motif qu'elle ferait trop de perdants et qu'elle coûterait trop cher. Or vu l'état des finances publiques, impossible de l'engager avant la fin du quinquennat, et donc a fortiori dans la loi de finances pour 2016, actuellement en cours d'élaboration. Ce qui n'empêche pas Michel Sapin et Christian Eckert d'assumer leur choix. Lors d'une récente conférence de presse, ils ont ainsi expliqué que signer cette motion ne voulait pas dire qu'ils en cautionnaient chaque ligne. Et sur ce point précis, bien qu'ils espèrent à terme un rapprochement de la CSG et de l'impôt sur le revenu, ils étaient contre à court terme! Allez comprendre.

Et ce d'autant que Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement, a indiqué ce mercredi matin, à l'issue du conseil des ministres, que le gouvernement entendait aller vers le «prélèvement à la source» de l'impôt sur le revenu mais sans fixer d'échéance. «L'idée est d'aller vers une simplification du recouvrement de l'impôt avec la mise en œuvre progressive dans le cadre de la simplification des feuilles de paie et du numérique de la retenue à la source», a-t-il simplement déclaré. En précisant toutefois que l'objectif n'était pas d'aller jusqu'à une «fusion» avec la CSG. Ballon d'essai ou moyen, à l'arrache à J-1, de ne pas apparaître en totale opposition avec la motion signée par tous les ministres? Nul ne le sait. Mais ce qui est sûr, c'est que les

#### IV) Congrès PS : dites, y a quoi dans ces motions ?

Lilian ALEMAGNA



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, le 11 avril à Paris. (Photo Alain Jocard.AFP)

**A la veille du vote des militants socialistes sur les textes d'orientation présentés par quatre sensibilités, «Libération» présente les cinq thèmes les plus discutés.**

Jeudi, les 131 000 adhérents socialistes (chiffres du parti) sont appelés à trancher entre quatre «motions» afin de décider de l'orientation de leur formation, du 5 au 7 juin, dates de leur 77e congrès organisé ce coup-ci à Poitiers. «Renouveau socialiste», regroupant les poids lourds du parti autour du premier secrétaire sortant, Jean-Christophe Cambadélis, et les plus à gauche de «A gauche pour gagner» autour du député Christian Paul se disputent le leadership. «La Fabrique» de la députée Karine Berger compte se faire un petit espace.

Plus compliquée pour la toute petite motion, «Osons un nouveau pacte citoyen et républicain» de Florence Augier. Avant le vote, Libération a relu les motions et extrait les lignes de force.

## L'économie en première ligne

Jean-Christophe Cambadélis et ses soutiens auraient bien aimé sortir de cet «économisme» qui anime les siens depuis 2012. Mais rien à faire, dans les réunions militantes précédant le vote de jeudi, on a causé avec insistance de réforme fiscale, petites retraites, minima sociaux, retenue à la source, coupes budgétaires, investissements publics et baisse des déficits... Le débat sur l'orientation économique de la gauche au pouvoir structure ce 77e congrès du PS. D'ailleurs, la motion «B» rassemble ces socialistes qui ont «froncé» la première fois pour réclamer la mise en place d'une CSG progressive dès juillet 2013. Et qui est première signataire de la «D» baptisée «La Fabrique» ? La députée Karine Berger : actuelle secrétaire nationale du PS à... l'Economie.

Avec les ministres – dont le Premier d'entre eux – en signataires, la motion A compte donc, sans surprise, «prolonge[r]» l'action menée depuis 2012 tout en «corrigeant ce qui doit l'être». Condition indispensable pour recevoir le soutien de Martine Aubry et de ses amis, leur texte insiste largement sur l'«effort important supplémentaire d'investissement» déjà annoncé par le gouvernement, ne remet pas en compte les sacrosaints Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et Pacte de responsabilité, mais mettent en garde les entreprises : «Nous estimons que les 15 milliards du Pacte qui restent à utiliser devraient dorénavant l'être plus directement pour favoriser l'emploi, l'investissement privé productif et les investissements publics». Quant à la réforme fiscale, ils promettent de la «mene[r] à bien» en engageant «dès le projet de budget pour 2016» le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu «et une réduction de la CSG sur les premières tranches de revenus». Ce que Bercy a déjà exclu...

Du pain bénit pour la motion de Christian Paul. Dans leur texte, lui et ses soutiens proposent de «recentrer» les aides aux entreprises, revenir sur la suppression de la «contribution sociale de solidarité des sociétés» et «rediscuter» d'une autre utilisation de ces «15 milliards» d'euros du Pacte restant pour les «orienter» vers le logement, le «verdissement» de l'économie et «l'amélioration des réseaux de transports». Sur la CSG, ils mettent aussi en débat «l'instauration d'un barème progressif». Chez les «D», les premières des 80 propositions concernent l'économie : transformation du CICE en «priorité aux PME», «contreparties» aux aides aux entreprises, «fin»

de la baisse des dotations aux collectivités locales... Et chez les «C», on compte notamment sur «les services à la personne» pour relancer

## Du rose teinté de vert

Cambadélis & co veulent en faire «la grande avancée sociale du quinquennat» : la «sécurité sociale professionnelle», «cinquième branche» de la Sécu. Portée notamment par un proche d'Aubry, Jean-Marc Germain, cette mesure prendrait la forme «d'un compte personnel d'activité professionnelle regroupant l'ensemble des droits liés à la vie professionnelle : service civique, formation professionnelle, compte personnel de pénibilité, compte épargne-temps»... Nouveauté chez ces socialistes souvent hermétiques à la culture écologique : l'«écosocialisme» devient un «mot d'ordre». Et avant tout s'il peut faire décoller la croissance : «Nous plaçons pour le verdissement accru des interventions publiques à destination des entreprises», écrivent-ils.

Chez les autres motions, on partage cet «écosocialisme» inscrit désormais dans tous les textes PS. Plus concrètement, les «B» listent quelques mesures («aller au-delà du doublement en trois ans du fonds chaleur», «faire de la France un pays zéro déchet», «interdire la spéculation sur les matières premières agricoles»...) et les «D» mettent cette question en tête de leurs propositions avec l'instauration d'un «seuil de pauvreté écologique sur les minima sociaux» ou d'une «fiscalité écologique». Ils soumettent également l'idée de «coupons mensuels de formation» ou de «consacrer aux chômeurs de longue durée 30% des 34 milliards d'euros destinés chaque année à la formation professionnelle». La motion Augier a choisi les graphiques pour que «l'économie verte» devienne un «vivier d'emplois».

## La bataille pour «l'égalité»

Elle est dans toutes les motions. Déclinée en «dix chantiers» chez Cambadélis ou bien «réelle» chez Paul. La question de l'égalité, sans surprise, occupe une part importante des motions socialistes. «La Fabrique» de Berger, milite pour une «carte scolaire stricte», «l'égal accès [...] à l'enseignement supérieur» pour ce qui est de l'éducation, la mise en place d'un «service familial sur le modèle du service civique» pour aider les personnes âgées ou encore une «refondation» de la Sécu. Côté «A gauche pour

gagner» (Paul), on se veut calé sur un sujet porté, à l'époque du PS version Aubry, par l'un des leurs : l'ex-ministre Benoît Hamon. Sur l'école, ils demandent à ce que soit «développé [...] au plus vite» le «dispositif «plus de maîtres que de classes». Sur l'hôpital, ils dénoncent «les années de restriction budgétaire» ou «les méfaits de la tarification à l'activité». Quant aux discriminations, ils remettent sur la table «l'attestation de contrôle d'identité pour lutter contre le contrôle au faciès» et laissée tomber en route par le gouvernement. Côté «Renouveau socialiste» (Cambadélis), on s'appuie allègrement sur ce que fait déjà le gouvernement : numérique dans les écoles, loi de refondation de l'école, garantie jeune, loi santé de Marisol Touraine ou celle sur l'égalité femmes hommes. «Osons un nouveau pacte citoyen et républicain» (Augier) insiste sur la nécessité de s'attaquer à «la précarité».

### L'Europe pas assez «réorientée»

Même la motion Cambadélis en fait le constat : si «les lignes ont bougé en Europe», la France doit poursuivre la «réorientation» de l'Union européenne. Comment ? En prônant «un ambitieux programme transcontinental d'investissements pour la nouvelle croissance», en «assoupli[ssant]» les «disciplines budgétaires» ou encore en faisant aboutir la «taxe sur les transactions financières» dont le «produit» devra être versé au Fonds vert de l'ONU, cher à François Hollande.

Ce texte réclame aussi un «traité social pour l'Europe» «afin de jeter les bases d'une allocation-chômage européenne ou encore d'un salaire minimum européen». Ce que le PS revendique depuis belle lurette... Souvent ex-partisans du «non» socialiste à la constitution européenne de 2005, les signataires de la motion Paul insistent, eux aussi, sur «l'Europe sociale» et s'impatientent de la timidité de leurs dirigeants PS : «Tous ces sujets dont nous parlons dans nos congrès ne font même pas l'objet d'un agenda.» Pour la motion Berger, il s'agit carrément de «déclarer l'urgence sociale et démocratique en Europe». Ils ont tout une batterie de propositions là-dessus : «listes transnationales» aux européennes, «négociations» pour un «Maastricht II», «mutualis[ation] au niveau de la zone euro [de] la politique de l'emploi et l'assurance chômage», «impôt européen sur les sociétés»... Pour celle d'Augier, là aussi on ressort les graphiques pour expliquer qu'il faut «lutter contre le dumping fiscal et social».

### Un parti trop fermé

C'est un grand classique des congrès socialistes. Pour attirer le militant qui réclame toujours plus de paroles, les motions leur promettent toujours le grand soir de la «rénovation». «La Fabrique» a ainsi récupéré un créneau porteur – celui de la base contre le sommet – porté en son temps par Ségolène Royal (Reims en 2008) ou Pierre Larrouturou (Toulouse en 2012). Ils veulent ainsi «faire du PS un parti participatif» avec un site internet transformé en «plateforme collaborative», des «cercles thématiques» dans les fédérations, dont le siège, rue de Solférino, serait vendu pour aller s'installer «en proche banlieue parisienne». Les «primaires» sur le modèle de celle de 2011 (présidentielle) ou 2013 (municipales) seraient «généralisées» et les militants des autres partis de gauche pourraient participer à certaines de leurs consultations internes. La motion Augier demande, elle aussi, une «réorganisation» complète du PS avec des militants «au cœur». Forcément...

Autre tradition, celle de l'aile gauche : Paul prône ainsi un parti «autonome» du gouvernement et «qui respire avec la société» et qui organiserait, y compris pour 2017, des «primaires au service du rassemblement de la gauche». Quant à Cambadélis, il milite pour un «dépassement» du «Parti socialiste d'Epinay [...] à bout de souffle» avec «un big-bang organisationnel», un objectif de «500 000 adhérents» et la création d'une «fédération unitaire» regroupant leurs alliés. Avec une convention prévue fin novembre, ça ne laisse aucune place à une nouvelle primaire.

Lilian ALEMAGNA



LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Le ticket Hollande-Cambadélis jugé par les militants PS



Politique 2.0  
Emmanuel Berretta

Le Point

À la veille du scrutin interne au Parti socialiste, les candidats à la direction se sont affrontés, mardi, à la Mutualité de Paris.



François Hollande et Jean-Christophe Cambadélis, lors du congrès de La Rochelle le 2 septembre 2007. © PIERRE ANDRIEU / AFP

Par Emmanuel Berretta

Hollande et Cambadélis faisaient campagne commune, mardi soir ; le premier à Carcassonne, le second à la Mutualité de Paris. Campagne non pas auprès des Français, du moins pas encore, mais auprès de leurs propres troupes à la veille du scrutin interne au PS qui doit départager les quatre motions en compétition avant la tenue du congrès à Poitiers, début juin.

Deux discours complémentaires, presque synchronisés, pour couvrir le plus large spectre possible.

À Carcassonne, le chef de l'État reprend ses promesses du Bourget et assure qu'après trois ans de mandat et d'efforts le temps de la redistribution est venu (notamment sous forme de baisses d'impôt). De son côté, Jean-Christophe Cambadélis, à Paris, s'emploie à juguler les différentes formes du mécontentement socialiste : celui des frondeurs porté par Christian Paul (motion B), celui moins frontal de Karine Berger (motion D), jusqu'au désenchantement des militants de base endossé par la motion C de Florence Augier. Trois nuances du blues socialiste.

## Des doutes sur une nouvelle réforme fiscale

Le chef de l'État a besoin de sortir de ce congrès socialiste sans égratignure supplémentaire. Pour son compte, Cambadélis a déjà accompli une partie de la tâche : réunir au sein d'une même motion des profils aussi exactement contraires que Martine Aubry et Gérard Collomb ! "La motion A est déjà un rassemblement", clame, mardi soir, "Camba", invitant ainsi ses camarades à se rallier à cette arche protéiforme où coexistent le social-libéralisme assumé de Gérard Collomb et le semi-dirigisme économique de Martine Aubry... D'où le côté équilibriste de la motion Cambadélis obligée de conjuguer à la fois le "respect" du bilan Hollande et "l'ambition" de réformes plus audacieuses, comme le prélèvement fiscal à la source conçu comme la première étape d'une grande réforme fiscale qu'il faudra prolonger dans un deuxième mandat au-delà de 2017. "Le PS ne peut pas être le parti qui renverse le gouvernement", scande cependant le premier secrétaire à l'adresse de son adversaire Christian Paul.

Une nouvelle réforme fiscale ? Vraiment ? Christian Paul fait part de ses doutes sérieux, notamment à la lecture des propos de Michel Sapin, le ministre des Finances, qui exclut toute fusion entre l'impôt sur le revenu et la CSG et évoque les difficultés à mettre en place le prélèvement à la source... "Sapin désavoue la motion qu'il a lui-même signée !" peste Christian Paul, qui ne voit dans la motion Cambadélis qu'une "habileté" du pouvoir et prédit la déception qu'entraînera la réélection de l'actuel premier secrétaire du PS quand les militants découvriront qu'ils ont été (une nouvelle fois) bernés. Karine Berger : "l'union de Valls à Filoche"

Applaudi debout, dans une salle de la Mutualité passionnée, le député Christian Paul affronte aussi les huées des militants pro-Cambadélis. Il enchaîne les mises en garde et critiques : "Le PS est en danger" de mort ; "Solférino est un vaisseau fantôme" ; "On s'acharne trop à faire taire (la contestation)" ; "Le PS n'a ni sa place ni son rôle" dans l'actuel quinquennat... Karine Berger, au nom de la motion D, se propose, quant à elle, de faire la grande synthèse de "Manuel Valls à Gérard Filoche" et demande, après la clarification du congrès de Poitiers, que cesse "le psychodrame" de la fronde des députés socialistes à l'Assemblée nationale. Toutefois, elle appelle le gouvernement à respecter davantage le parti et regrette que celui-ci n'ait pas été assez écouté, par exemple sur la loi Macron et le travail dominical.

De son côté, Florence Augier (motion C) propose au PS d'introduire beaucoup plus de démocratie interne de manière à retrouver le chemin des classes populaires et à répondre à leurs aspirations.

Cambadélis, député de Paris, joue certes "à domicile" devant la fédération PS de la capitale, mais en "milieu défensif", à charge pour lui de redorer le bilan des gouvernements Ayrault et Valls. Dans une ultime prise de parole, il se lance alors dans une longue anaphore - "j'assume..." - à travers laquelle il répond à Christian Paul qui avait accusé le gouvernement Valls de mettre en place des réformes voulues par Angela Merkel. Et Cambadélis d'"assumer" la constitution de la BPI, le compte pénibilité, les 34 plans de reconquête industrielle, la bataille pour la maîtrise des dépenses publiques et la compétitivité, les 60 000 postes de l'Éducation nationale, la nouvelle carte régionale, le CICE, l'intervention au Mali... C'est ici que l'on voit que François Hollande et le patron du PS jouaient mardi un duo à distance.

À Karine Berger qui regrette le "manque de respect" du PS, Cambadélis rétorque par une drôle d'image empruntée à la BD : "Le Parti socialiste, ce n'est pas le Marsupilami qui avance devant le gouvernement en faisant houba houba !" Rires et applaudissements dans la salle. Le patron du PS signifie par là que le parti ne peut pas exercer avec le gouvernement un rapport de force "à prendre ou à laisser" et qu'il doit, une fois la phase de négociations passée, se montrer "respectueux" de la ligne gouvernementale.

Il est 22 heures quand la salle de la Mutualité se vide après un échange, parfois vif, entre les supporteurs des différentes motions. Les militants sont appelés aux urnes jeudi dans toute la France...

Le Point.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) Pour Fillon, Valls-Sarkozy c'est du pareil au (presque) même

Par Benjamin Sportouch



François Fillon lors d'un meeting électoral le 11 avril 2015 à Rosny-sous-Bois.afp.com/STEPHANE DE SAKUTIN

L'ancien Premier ministre François Fillon tacle l'actuel, Manuel Valls, et adresse un demi-compliment à son ancien patron, Nicolas Sarkozy. Avec qui il entretient toujours des relations très fraîches.

[Exclusif] Devant les récentes envolées, parfois musclées, du Premier ministre à l'Assemblée nationale, François Fillon a lâché: "Manuel Valls singe **Nicolas Sarkozy**, avec le talent en moins." Un demi-compliment donc pour l'ancien chef de l'Etat.

Même si les apparences sont préservées, les relations entre Nicolas Sarkozy et François Fillon sont toujours très fraîches. Le premier soupçonne toujours le second d'être à l'origine de **l'enquête judiciaire sur le paiement par l'UMP de la pénalité à la suite de l'invalidation de ses comptes de campagne de 2012**. Quant à François Fillon, il se méfie toujours d'éventuelles manoeuvres du président de l'UMP pour verrouiller le parti et s'en servir pour **la primaire à venir**.

François Fillon a démenti tout accord de désistement réciproque avec Alain Juppé mais en privé il confie qu'il ne peut envisager une réélection de Nicolas Sarkozy à l'Élysée en 2017. "Il fera tout pour que ça ne se fasse pas", explique l'un des ses plus proches. D'ici la primaire de novembre 2016, il continue à dérouler ses propositions programmatiques.

Ce mercredi, il a présenté son "plan de bataille contre le chômage des jeunes".

L'EXPRESS

## VII) France. Réforme du collège : “Une épine dans la relation franco-allemande”

Courrier international - Paris



Francois Hollande et Najat Vallaud-Belkacem lors d'une rencontre avec les professeurs et parents d'élèves au Collège Jules Verne. Les Mureaux, le 7

Vu d'Allemagne, la réforme française de l'éducation apparaît comme un nivellement vers le bas, nous explique Michaela Wiegel, correspondante à Paris de la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**.

### Que pensez-vous du débat suscité par la réforme du collège ?

C'est une querelle française très suivie par les Allemands qui se sentent directement concernés par la suppression des classes bilingues et européennes. Ce n'est que l'un des aspects de cette réforme mais il est symbolique et montre la volonté de détruire les spécialisations distinctives. Outre-Rhin cette réforme est perçue comme une nouvelle épine dans la relation franco-allemande.

### Les mesures proposées permettront-elles d'introduire plus d'égalité à l'école ?

Cette réforme n'est pas du tout comprise en Allemagne, même par la gauche. L'idée d'égalité des chances est très importante aux yeux des Allemands mais on perçoit ici un risque de nivellement par le bas. Il y a une grande disparité de moyens financiers et humains dans les collèges français et cette question n'est pas abordée.

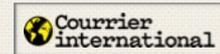
Ce n'est pas en s'attaquant aux dernières filières distinctives, latin, grec, la seconde langue, qu'on obtient davantage d'égalité. Le risque est de voir les classes moyennes se tourner vers

l'enseignement privé.

### Quelle image les Allemands ont-ils de l'éducation française ?

La France est connue pour avoir des élèves qui éprouvent des difficultés à s'exprimer dans une langue étrangère. Au-delà de la méthode d'enseignement, on constate que trop peu de Français bénéficient d'un nombre d'heures de cours suffisant pour apprendre une langue autre que l'anglais. Avec cette réforme, les Allemands se demandent comment ils pourront continuer à échanger avec leurs camarades français.

A l'heure où les courants anti-européens comme le Front national ou l'Alternative für Deutschland (AfD) se renforcent, il est dommage de casser l'échange qui existait entre les deux pays par le biais de l'apprentissage de la langue. Cela constituait l'un des bons côtés de l'Europe. Et l'on peut craindre que d'ici deux ou trois ans, les Allemands à leur tour, remettent en cause l'apprentissage du français à l'école.



## VIII) Julien Clerc: Carla Bruni ne vend plus d'albums car c'est « une traîtresse »



L'étonnante théorie du chanteur



# Saeptem

Rédacteur masqué de Gala.fr. Super-héros sur Internet. N'hésiterait pas à parler tout le temps de musique s'il le pouvait. Team cheveux fous.



À peine 75 000 exemplaires – une paille face aux 481 000 du précédent, et aux 2 millions de *Quelqu'un m'a dit*. Le dernier album de Carla Bruni, *Little French Songs*, s'est mal vendu. Son ami de longue date Julien Clerc a sa petite idée sur les raisons de cet échec : selon le chanteur, l'épouse de Nicolas Sarkozy ne vend plus car c'est « une traîtresse ».

« La politique gâche beaucoup de choses ». Julien Clerc est très grave, dans l'interview qu'il a accordée au site Pure Charts. Il cherche à y expliquer les raisons de l'échec de *Little French Songs*, le dernier album de son amie Carla Bruni. Vendu à seulement 75 000 exemplaires (contre 481 000 pour le précédent), ce quatrième opus aurait échoué à trouver son public pour une raison simple selon Julien Clerc : le mariage de Carla Bruni à Nicolas Sarkozy.

« J'ai récemment croisé un journaliste d'un média de gauche que j'apprécie beaucoup, explique le chanteur, et qui m'a dit très honnêtement : 'Tu sais bien que je ne peux pas faire l'apologie de Carla Bruni, mais qu'est-ce qu'elle écrit bien' ! » Une révélation terrible de la part du marathonnier de la chanson, qui dévoile que certains critiques n'auraient pas jugé *Little French Songs* de façon objective. Pour Julien Clerc, celle qui était auparavant une « idole » des militants de gauche n'est désormais plus qu'une « traîtresse » à leurs yeux.

Carla Bruni reviendra-t-elle bientôt avec un nouvel album pour reconquérir son public? C'est très probable : fin 2014, la chanteuse indiquait être toujours en train d'écrire.

gala.fr



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**